

Recherches sociographiques



La question nationale : où en est la pensée marxiste?

Robert Vandycke

Volume 21, numéro 1-2, 1980

La Nation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055870ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055870ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vandycke, R. (1980). La question nationale : où en est la pensée marxiste? *Recherches sociographiques*, 21(1-2), 97–129. <https://doi.org/10.7202/055870ar>

Résumé de l'article

Passant en revue la littérature québécoise d'inspiration marxiste qui s'est attaquée à la question nationale, l'auteur expose d'abord la racine théorique des divergences entre les thèses proposées. Ces divergences sont mises en évidence par la manière dont les auteurs recensés ont traité certains thèmes essentiels de cette question : le statut théorique de la nation, le rapport entre classes sociales et question nationale, les intérêts de classe du Parti québécois. L'auteur tente enfin d'élargir le débat au problème d'un modèle de développement pour la société québécoise.

LA QUESTION NATIONALE : OÙ EN EST LA PENSÉE MARXISTE ?

Passant en revue la littérature québécoise d'inspiration marxiste qui s'est attaquée à la question nationale, l'auteur expose d'abord la racine théorique des divergences entre les thèses proposées. Ces divergences sont mises en évidence par la manière dont les auteurs recensés ont traité certains thèmes essentiels de cette question : le statut théorique de la nation, le rapport entre classes sociales et question nationale, les intérêts de classe du Parti québécois. L'auteur tente enfin d'élargir le débat au problème d'un modèle de développement pour la société québécoise.

Les quelque deux ou trois dernières années ont vu les intellectuels québécois s'attaquer en grand nombre à la question nationale, et plusieurs ont cherché à lui appliquer une grille d'analyse d'inspiration marxiste. Soulignons au départ la diversité des thèses auxquelles souscrivent des chercheurs se réclamant pourtant d'une même source d'inspiration et émanant pour la plupart d'une même institution : l'Université du Québec. On peut chercher les causes de ces divergences tant dans l'état actuel de la pensée marxiste que dans la difficulté d'inclure le concept de nation dans une problématique axée sur les classes. Problème évidemment plus considérable pour ceux qui se soucient d'orthodoxie.

Pour beaucoup, préoccupés de stratégie, il faut de toute urgence concilier, d'une part, l'hostilité au parti qui présente un projet articulé de construction d'un État national mais qui n'est pas et ne se définit pas comme l'organisation politique du prolétariat et, d'autre part, le sentiment d'une lutte nécessaire contre « l'oppression nationale ». Dès lors se dessine le couloir idéologique à l'intérieur duquel les divergences, et elles sont nombreuses, s'avèrent possibles pour bon nombre de nos auteurs : la souveraineté nationale n'est significative ou désirable que si elle est socialiste sur le plan interne et anti-impérialiste sur le plan externe, les deux étant d'ailleurs indissociables. Et qui d'autre que le prolétariat peut assumer la direction de ce procès de libération nationale ?

Cette tendance à subordonner la revendication d'un État national à

l'édification d'un régime socialiste, ou même, à la limite, à envisager l'égalité des nations du Canada sans affirmer la nécessité d'un État québécois souverain renvoie à une double constante de la littérature : le primat théorique attaché au conflit de classes par rapport à tout autre ; le postulat d'une relation étroite, et parfois même instrumentale, entre l'État et la classe dominante. Un État québécois ? Peut-être concèdent nos auteurs ; mais l'État de quelle classe ?

A) *La nation : l'impensé ou l'impensable du marxisme ?*

Il est difficile de généraliser sur une littérature qui s'abreuve aux mêmes sources tout en manifestant de très nombreuses et très profondes divergences. Créativité ? Sans doute, mais qu'il faut situer dans le contexte plus général d'une crise de la pensée marxiste qu'illustre notamment la remise en question politique et théorique par les principaux partis communistes européens de la conception de l'État héritée de Lénine.¹ À cette contestation ou, du moins, au besoin largement ressenti d'approfondir la pensée léniniste et de l'adapter aux caractéristiques économiques, sociales et politiques des sociétés capitalistes les plus avancées s'ajoutent l'absence d'une théorie systématique de l'État chez Marx² et certains textes d'Engels frisant l'hérésie social-démocrate : ce dernier ne va-t-il pas jusqu'à privilégier l'action légale et, notamment, le suffrage universel et l'action parlementaire comme moyens de lutte, et ne considère-t-il pas comme désormais dépassées (1895) les « révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes » ?³

Pour rendre compte de la multiplicité des interprétations et des voies d'analyses compatibles avec les grands classiques du marxisme, il faudrait encore souligner les revirements, parfois très directement reliés à des phénomènes historiques vécus, d'autres fois moins, qui marquent la pensée de chacun des pères fondateurs. Ainsi Lénine, par exemple, ne soutient les thèses développées dans *l'État et la révolution* qu'à partir de janvier ou février 1917. Jusque-là, il s'accorde avec Kautsky, sinon sur les moyens, du moins sur la nécessité d'utiliser et de retourner l'État contre la bourgeoisie. En cela il s'oppose à l'aile radicale de la social-démocratie allemande et plus encore à

1. Pour une discussion et une présentation synthétique des thèses de l'euro-communisme, voir notamment : *Dialectiques*, 22, hiver 1978.

2. On se souviendra que celui-ci avait formé le projet de consacrer un livre du *Capital* à cette question, mais que cette intention ne se matérialisa jamais.

3. « Introduction à l'ouvrage de Karl Marx et Les luttes de classe en France (1848-1850) », dans : MARX, ENGELS, *Œuvres choisies*, Moscou, Éditions du Progrès, 1975, p. 684. Citons aussi : « Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale du Parti ouvrier, des succès des élections que de ceux de la rébellion » (*id.*, p. 681) et mentionnons pour mémoire les liens qui unissaient Édouard Bernstein à Engels, dont le premier fut d'ailleurs l'exécuteur testamentaire (août 1895), à la veille même de la publication de ses premiers articles révisionnistes (automne 1896).

Boukharine qui insiste sur la destruction de l'État (monstrueuse machine à extorsion) par l'action de masse, en raison de la tendance des partis politiques et des syndicats ouvriers à devenir des organisateurs de la classe dominante, au stade impérialiste.

Bref, jusqu'au début de 1917, les soviets, forme spontanée de démocratie directe dans laquelle les bolcheviks sont encore minoritaires, n'apparaissent pas à Lénine comme un modèle institutionnel.⁴ On retrouve donc à l'intérieur même de l'œuvre du chef révolutionnaire une double orientation qui parcourt toute la littérature marxiste : l'une anti-étatique, très prononcée chez Marx, opposée à la séparation de l'appareil d'État, aux fonctionnaires inamovibles et non responsables devant les masses, préoccupée de détruire l'État, de le rendre transparent aux classes, de le dissoudre dans celles-ci ; l'autre, au contraire, qui insiste sur les fonctions positives de l'État dans l'édification d'une société socialiste.⁵

Inachèvement de la théorie marxiste de l'État, ambiguïtés et aspects contradictoires, longue sclérose de la pensée suivie de remise en question et de crise, tel est le contexte théorique dans lequel œuvrent ceux qui veulent réfléchir sur un Québec souverain avec une grille d'analyse marxiste. Mais là n'est pas, sans doute, la seule raison des multiples directions dans lesquelles s'est engagée la littérature québécoise d'inspiration marxiste à propos de la question nationale. La principale difficulté réside, en effet, dans le statut théorique que l'on peut accorder au concept de nation et aux luttes nationalistes dans une problématique axée sur l'antagonisme des classes et la solidarité internationale à ce niveau.

Tantôt les grands auteurs marxistes ne décèlent dans la question nationale rien d'autre que l'idéologie de la bourgeoisie ; le nationalisme mystifie et divise la classe ouvrière. Tantôt les mouvements nationaux se voient reconnaître une importance réelle mais subordonnée : ils sont jaugés d'après leurs effets sur le problème fondamental, l'antagonisme des classes dans les sociétés du centre. Tantôt, enfin, la revendication des peuples dominés est analysée comme un problème réel, mais de nature essentiellement économique ; c'est donc le prolétariat qui est appelé à le résoudre en construisant le socialisme et en abolissant l'impérialisme comme stade du mode de production capitaliste. Bref,

4. Voir : Marian SAWER, « The genesis of state and revolution », dans : *The Socialist Register*, Londres, Merlin Press, 1977, pp. 209-227. C'est en septembre 1917 que les comités d'usine seront complètement dominés par les bolcheviks. (Voir : Marcel LIEBMAN, *Connaître Lénine*, Verviers, Marabout Université, 1976, pp. 97-114.)

5. Voir notamment : Carla LIPSIG-MUMME, *Backwardness and Deformation: Peripheral Marxists on the State, 1919-1970*, thèse de doctorat en sociologie, Université de Montréal, 1978. L'auteur observe que les sociétés de la périphérie mettent généralement l'accent sur les fonctions positives de l'État, après l'instauration d'un régime révolutionnaire. On sait que l'Union Soviétique s'engagea très vite dans une telle voie, dans une conjoncture difficile il est vrai, et ce avant même la mort de Lénine.

les tentatives de tenir compte des mouvements nationaux dans une théorie axée sur les classes, tout en respectant les principaux postulats du marxisme, se sont effectuées dans trois directions distinctes. L'une que l'on pourrait qualifier de réductionniste: le nationalisme est l'idéologie d'une classe antagoniste au prolétariat. La seconde voie relève plutôt de l'instrumentalisme: les mouvements de libération nationale, même multiclassistes, doivent être encouragés si et dans la mesure où ils aiguïssent les contradictions dans les sociétés capitalistes du centre. La troisième, enfin, est marquée du sceau de l'économisme: pas de solution juridico-politique à un problème inhérent au mode de production capitaliste.

Mais de la même façon que Lénine avait été, comme Russe, amené à considérer le rôle de la classe paysanne dans le procès révolutionnaire et à remettre progressivement en question l'évolutionnisme rigide de la pensée marxiste,⁶ certains auteurs du tiers-monde ont bien dû s'interroger sur les rapports entre les sociétés du centre et celles de la périphérie et sur les effets que l'inégalité de leurs rapports — d'échange notamment — pourraient avoir sur la lutte des classes. Or il semble bien qu'une telle démarche, qu'elle soit posée en termes d'identité ou de développement national, entraîne le plus souvent des révisions théoriques déchirantes. Pour étayer ce point, on se contentera ici d'évoquer quelques noms.

Anouar Abdel Malek considère que l'impérialisme actuel, qualifié d'hégémonique, menace la nation dans ses fondements mêmes; il en vient à considérer deux types successifs de lutte pour les peuples du tiers-monde: le combat nationalitaire, mené par une élite, militaire ou autre, et jouissant d'un appui croissant des masses, puis la bataille plus classique pour le socialisme et le développement économique, dans laquelle la classe ouvrière joue un rôle déterminant. Il reste que celui qui se définit comme un marxiste du tiers-monde arrive assez mal à articuler ces deux phases et à montrer comment la première peut ou devrait conduire à la seconde.

De son côté, André Gunder-Frank élabore une problématique très différente, dans laquelle la spoliation des régions périphériques par les régions plus centrales intervient à côté de l'exploitation de classe et se combine avec elle. Alors que l'exploitation met en présence des classes dans le procès de production, la spoliation du surplus concerne des zones dans le procès d'échange, et la position de monopole de la région centrale y joue un rôle déterminant. Bien que distincts, les deux procès interfèrent et sont tous deux

6. L'histoire étant conçue comme une succession prédéterminée de modes de production et de stades. Signalons que cette vision a persisté longtemps, notamment dans plusieurs P.C. d'Amérique latine. On en vient alors à considérer que, vu la faiblesse de la bourgeoisie locale et son inaptitude à réaliser les transformations économiques et sociales qui lui correspondent normalement, c'est au prolétariat qu'il revient d'effectuer la révolution démocratique-bourgeoise, condition préalable à toute transformation socialiste. Faut-il le dire, on ne va pas jusqu'à prétendre que c'est à la bourgeoisie qu'incombera l'édification de la société sans classe...

inhérents au mode de production capitaliste. Privés de leur surplus, c'est-à-dire de leur capacité d'investissement, les zones plus périphériques sont condamnées au sous-développement. Rien d'étonnant dans cette perspective à ce que Gunder-Frank manifeste une méfiance constante mais variable dans son intensité à l'égard de la classe ouvrière organisée d'Amérique latine ou du centre : ce groupe jouit d'une position relativement privilégiée et se localise dans les grands centres urbains, ceux-là mêmes auxquels profite — à des degrés divers — la spoliation des régions plus périphériques.

Mais si la problématique de la spoliation de surplus d'une région par une autre a des implications en ce qui concerne la position de la classe ouvrière organisée dans les sociétés latino-américaines, l'analyse en termes d'échange inégal pose directement la question de la solidarité du prolétariat sur le plan international. Dans quelle mesure les ouvriers du centre, qui bénéficient de cette inégalité et du développement qui en découle (en termes d'emploi, de salaires et de mesures sociales), dans quelle mesure sont-ils encore susceptibles de se solidariser avec le prolétariat du tiers-monde ?

Le débat est ouvert. Contentons-nous de mentionner la façon dont Samir Amin pense pouvoir le trancher, en conformité avec l'orthodoxie marxiste. Selon cet auteur, le prix uniforme des marchandises sur le marché mondial et la surexploitation des travailleurs de la périphérie par suite de la pression des masses sans emploi sur les salaires suffisent à expliquer le transfert de richesses de la périphérie vers le centre par les grandes compagnies étrangères. Naturellement les ouvriers du centre en tirent un certain bénéfice. Mais cette situation n'affecte pas leur solidarité internationale, car les avantages relatifs qu'ils retirent découlent d'un mode de production qu'ils n'ont pas voulu et qui ne correspond pas à leurs intérêts.

On peut accepter ou réfuter l'argumentation de Samir Amin. Il reste que la prise en considération des revendications nationales pose un sérieux défi aux chercheurs marxistes. Du moins à ceux qui, plutôt que de nier le problème des nationalités ou de le réduire, cherchent à lui donner une définition susceptible d'être inscrite dans un ensemble théorique construit selon d'autres axes, sans que cette inclusion n'implique l'abandon de quelques postulats fondamentaux. À cet égard, il semble bien que la revendication nationale, posée en termes de souveraineté politique ou de développement, continuera encore longtemps d'alimenter les débats et de susciter les révisions. Et ce n'est sans doute pas le survol de la littérature québécoise récente qui pourrait modifier cette impression.

B) *Le statut théorique de la nation*

Les auteurs québécois ne s'accordent pas sur la nature du phénomène national. La tâche n'apparaît pas facile s'il convient, comme le pense Gilles

BOURQUE (1 : p. 191)⁷, d'élaborer une définition non nationaliste de la nation, de construire un concept qui respecte la thèse marxiste selon lequel il n'existe pas de « groupe d'appartenance à côté, au-dessus des classes sociales, ou s'additionnant avec elles » (1 : p. 190; et 3 : pp. 134-135) dans la mesure où les rapports de production capitalistes fondent un *antagonisme irréductible* entre deux classes (3 : p. 135). Et de cette difficulté témoignent les diverses positions que cet auteur a pu adopter sur la question au cours des dernières années.

Dans un article rédigé avec Nicole LAURIN-FRENETTE et publié en 1970 (4), Gilles BOURQUE décelait la réalité nationale à travers plusieurs caractéristiques objectives, comme le territoire et la langue. La nation était le cadre de la lutte des classes et l'existence d'une double structure de classe (domination d'une bourgeoisie *étrangère*, etc.) permettait d'établir un lien entre le combat social et la revendication nationale. Selon la classe qui le formulait, le nationalisme pouvait être de droite ou de gauche, étant entendu que là où la conscience de classe était faible, le nationalisme petit-bourgeois l'emportait.

1. *Le primat absolu de l'antagonisme de classes*

En 1977, *l'État capitaliste et la question nationale* (3) marque un brusque virage. C'est dans la théorie léniniste de l'État que BOURQUE trouve des fondements de sa nouvelle conception. Car l'approche marxienne de la nation est peu systématique et semble renvoyer à un type d'unité concrète similaire, malgré des variations, pour chaque mode de production (pp. 99-105); et que penser de ces allusions à la « conscience nationale d'une nation » (p. 101),⁸ conscience indifférenciée, sans relation aux classes, que l'on retrouve dans certains textes de Marx! Par contre, pour Lénine, la question nationale est clairement posée « sous la détermination des classes sociales » (p. 155) et à ce titre elle est « soumise à la pratique d'ensemble de chaque classe », compte tenu notamment de la dimension mondiale de la lutte du prolétariat (pp. 368 et 143).

Désormais Bourque ne voit plus dans la nation qu'un groupe imaginaire et la notion même de nation a pour effet de voiler l'antagonisme des classes sociales. En réalité, l'idéologie nationaliste et l'État national constituent un élément essentiel à la reproduction du mode de production capitaliste dont ils sont eux-mêmes un effet spécifique; l'idéologie nationaliste ne saurait donc être que bourgeoise ou petite-bourgeoise (pp. 134-137 et 365-367).

Enfin, dans son article plus récent, « La nation » (1), BOURQUE est amené à reformuler certaines de ses thèses en réponse aux critiques qu'elle ont suscitées. La nation n'est plus un phénomène purement idéologique (pp. 42-43). Dans un ensemble historique donné, la nation matérialise une forme spécifique de rapports de classes (p. 193); c'est le mode de production capitaliste qui modèle

7. Les numéros entre parenthèses renvoient aux références en fin de texte.

8. Bourque cite un passage de *l'Idéologie allemande*.

la spécificité des luttes de classes en lui donnant une *forme* nationale, et cela même s'il n'est pas encore dominant dans la formation sociale (pp. 194-195). Forme spécifique de rapports de classes, la nation ne peut donc être définie « sans s'attacher d'abord et avant tout aux rapports qui la créent » (p. 192). Réductionnisme? Non, car il n'y a pas de structure de classes nationalement pure; toutes les classes de la plupart des formations sociales capitalistes sont marquées d'un rapport majorité/minorité linguistique. Car, en se développant, le mode de production capitaliste ne tend pas seulement à diviser les agents en classes; il fait également disparaître les groupes linguistiques lui préexistant en les fondant en une seule nation ou en les redéfinissant comme nations dominées ou minorités nationales (pp. 195-196).

Bourque aboutit ainsi au concept de *formation sociale nationale* qu'il définit comme un type spécifique de formation sociale dominée par le capitalisme et qui réunit un ensemble de classes dont les agents peuvent être de nations différentes (p. 196). L'analyse de la question nationale, de la résistance à l'assimilation, devient possible. Et c'est sans doute le fait d'avoir rapporté la question nationale au mode de production capitaliste qui permet à l'auteur de terminer sur une note optimiste que d'aucuns jugeront prématurée: « on peut ainsi penser la forme nationale des luttes de classes sans réduire l'analyse à l'opposition entre des nations. Et il est permis de poser la primauté de la lutte des classes dans le champ national sans surestimer la réalité nationale, mais aussi sans la nier [...] » (pp. 196-197).⁹

Pour Nicole LAURIN-FRENETTE, dans son livre récent, *Production de l'État et formes de la nation* (14), la nation est aussi de l'ordre du sens (de l'idéologique). Ce qui ne veut pas dire qu'elle relève de l'imaginaire; en fait, elle existe réellement, contrairement aux assertions d'un marxisme vulgaire (économiste, mécaniste) pour lequel les faits matériels sont les faits économiques qui, eux-mêmes, sont le réel (pp. 40, 23 et 56).¹⁰ Quelle est alors l'efficacité de l'idéologie nationaliste? Considérant comme une sorte d'évidence historique la concordance entre la nation et le capitalisme, l'auteur estime que le nationalisme produit la nation comme sens, pour les agents, des procès du mode de production capitaliste dans lesquels ils sont insérés. Les procès capitalistes se produisent et s'articulent toujours, à diverses échelles infra et supranationales; aussi le découpage national est-il idéologique, arbitraire (p. 43); mais ce découpage est aussi hautement fonctionnel dans la mesure où ces procès sont interdépendants et renvoient tous les uns aux autres et où seule l'idéologie peut attribuer une cohérence à un niveau de ces procès et le constituer en un tout.

9. Sans entrer dans une critique de cette thèse, signalons l'ambivalence du terme « national » dans cette dernière citation. Relevons aussi les problèmes posés par la dimension essentiellement linguistique de la question nationale telle qu'envisagée par l'auteur.

10. *Production...*, op. cit., pp. 23, 40 et 56. Selon cet auteur, certaines remarques de Gilles Bourque et de Anne Légaré relèveraient de cette sorte de marxisme (p. 23).

Tout que l'on peut investir de significations et de sentiments et auquel il est possible de s'identifier: la nation (pp. 48-49). Le nationalisme fournit donc « certains éléments essentiels de ce consentement des agents à occuper leurs places de la manière appropriée à l'exercice des fonctions qu'elles impliquent » (p. 41). Ainsi, au cours de la Révolution tranquille, l'État s'est substitué aux anciens lieux d'identification et de lutte (famille, religion, quartier, etc.) que l'évolution des procès de production, de contrôle et de reproduction avait vidés de leur sens. L'État était la seule scène où l'on pouvait se donner « l'illusion d'une maîtrise de l'existence collective » (p. 112). De là à un rejet du nationalisme québécois, dans sa version fédéraliste ou souverainiste, il n'y a qu'un pas pour un auteur qui, comme on le verra ultérieurement, s'inscrit sans équivoque dans le courant anti-étatique de la pensée marxiste.

2. *La complémentarité des luttes sociale et nationale*

Dans deux textes récents, l'un écrit en collaboration avec Charles HALARY (13), l'autre avec Pierre-Yves SOUCY (15), Jacques MASCOTTO présente deux conceptions passablement différentes de la nation et de sa relation avec les classes sociales. Ces deux versions ont cependant en commun de reconnaître aux revendications nationalitaires un rôle positif que la théorie marxiste traditionnelle tend à leur refuser.¹¹

Dans « Dialectique matérialiste et nationalisme historique » (13), les auteurs opèrent un découpage très net entre, d'une part, les classes sociales, d'origine fondamentalement économique, et, d'autre part, la nation moderne qui trouve sa source dans le politique et l'idéologique: liée au développement de l'économie de marché, elle n'en est pas le produit automatique, et se présente plutôt comme une construction sociale de la bourgeoisie en vue d'instaurer sa domination (p. 145). Au stade actuel du capitalisme, il existe même une contradiction marquée entre la mondialisation du marché et la persistance d'États nationaux. Mais ces derniers restent nécessaires socialement et politiquement pour la reproduction du capital: les bourgeoisies monopolistes s'appuient sur l'État pour combattre les prolétariats nationaux aussi bien que pour renforcer leur position concurrentielle (pp. 147-149).

Comment, dans cette perspective, les auteurs peuvent-ils accorder une valeur positive aux revendications nationalitaires? Essentiellement par la distinction opérée entre la *forme* de la nation, qui renvoie à l'État (et par là à la classe dominante), et le *contenu* de cette même nation, déterminé par les classes sociales (pp. 151-152). Moins le prolétariat est développé dans une nation, plus les éléments formels (symboles, parades...) y sont apparents, plus aussi

11. Plus spécifiquement, les auteurs prennent leurs distances par rapport aux positions d'Ernest Mandel dans le premier texte, tandis qu'ils critiquent systématiquement les thèses d'Éric Hobsbawm dans le second.

l'appareil d'État y est omniprésent. Inversement, là où le salariat prédomine, la *forme* nationale tend à se désagréger (p. 151) ; à la limite, l'extinction de l'État et des formes mystificatrices qui lui sont associées traduit la fin de l'antagonisme de classes et signifie le plein développement du contenu national : il y a identité culture populaire/culture nationale (pp. 146 et 150). Bref, l'édification des *États* est liée beaucoup plus étroitement au développement du capitalisme que la formation des *nations* ; aussi, la suppression du mode de production dans un groupe de nations conduit davantage au plein développement de ces dernières qu'à leur disparition (pp. 116, 146 et 150).

La distinction contenu/forme permet de concevoir la revendication nationale comme profondément contradictoire : elle peut être source de domination nouvelle (p. 115), mais elle est aussi une étape nécessaire dans la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat. Cette dernière se forme, en effet, dans les sociétés dominées, par *rupture* avec la « fausse conscience » nationale,¹² par la constatation concrète de son inaptitude à résoudre les problèmes du prolétariat. Dans les sociétés dominées, le nationalisme apparaît donc comme *une étape et une condition*, au niveau politique, de la prise de conscience révolutionnaire. En effet, le dépassement révolutionnaire découle de l'expérience historique de l'impasse à laquelle le nationalisme — en tant qu'il s'écarte de la réalité — conduit le prolétariat. Mais une telle rupture n'a rien d'automatique, pas plus que, dans les sociétés dominantes, la pratique social-démocrate n'entraîne nécessairement la classe ouvrière à briser avec elle et à rejeter radicalement les solutions réformistes.

Bref, le nationalisme, réalité contradictoire et profondément marquée par les orientations divergentes des classes qui y adhèrent, s'inscrit dans la lutte des classes de façon positive dans la mesure où il contient les conditions de son propre dépassement. La conscience nationale n'est pas, soutiennent les auteurs, la production consciente d'une seule classe, dominée ou dominante (p. 115), mais une première forme de la conscience de classe, laquelle se constitue toujours à la fois « à partir et en dehors » de la conscience spontanée (p. 114).

Dans *Sociologie politique de la question nationale* (15), écrit cette fois avec Pierre-Yves SOUCY et publié au début de 1979,¹³ MASCOTTO retouche sensiblement sa position. Plutôt que de relier la nation à la seule superstructure, quitte à accorder à celle-ci une certaine autonomie par rapport à la base économique, la nation est définie cette fois comme *rapport social* (p. 127)¹⁴ créé

12. La fausse conscience est définie par Halary et Mascotto comme un « moment de la conscience adéquate de la réalité, car elle permet de mesurer l'écart entre cette conscience et la réalité » (p. 136).

13. L'impression du numéro des *Cahiers du socialisme*, dans lequel figure l'article recensé plus haut, a été achevée en mai 1978. On notera combien ces deux productions sont rapprochées dans le temps, malgré leurs différences.

14. Voir aussi p. 184.

par la dimension culturelle de la division internationale du travail (p. 42); et rien ne permet de séparer politiquement ou théoriquement oppression nationale et oppression sociale dans une société dominée (p. 78). Il est donc vain de débattre du primat de la lutte des classes sur la lutte nationale (p. 55): dans une société dominée, « l'hégémonie politique des classes populaires passe par l'articulation politique des différentes revendications nationales et sociales » (p. 131), par la constitution d'un bloc social et culturel fondé sur le mouvement national.

Pour défendre cette thèse, Mascotto et Soucy s'interrogent sur l'origine de l'oppression nationale, sur la nature de celle-ci et son rapport avec l'oppression sociale et, enfin, sur la portée des luttes nationales pour le système capitaliste.

La question nationale trouve, selon eux, son origine dans l'inégalité structurelle qui marque l'intégration successive des régions périphériques aux grands centres capitalistes en expansion, soit que ce rattachement s'effectue à l'intérieur des États-nations centralisés (formation de colonies internes), soit qu'il se réalise au niveau international. La division internationale du travail et l'inégalité structurelle qui l'affecte dans le système capitaliste dessinent de la sorte une véritable division culturelle (nationale) du travail. En particulier, l'absorption progressive de groupes nationaux dans les États centralisés se traduit par des conditions anormales de production pour les minorités ainsi créées: la langue dans laquelle s'organise le procès de travail est tout à fait significative à cet égard (p. 142).

C'est donc par le concept de *discrimination*¹⁵ que l'on doit définir l'oppression nationale: cette dernière consiste, en effet, en « l'ensemble des discriminations exercées sur une minorité nationale [en l'occurrence le Québec] par une nation dominante [...] dans le but précis de maintenir et de perpétuer la subordination du peuple opprimé, à travers un dispositif complexe de rapports sociaux et de subordination politique et culturelle » (p. 84). Cette subordination et l'ensemble des discriminations qu'elle entraîne forment ce que Mascotto et Soucy appellent des *conditions anormales de production*. Et ces dernières, dans la mesure où elles sont similaires pour les membres d'un groupe national, sont à l'origine de la conscience nationale, tout comme l'expérience d'un même type de *rapports de production* peut engendrer une conscience de classe (p. 42).

En théorie comme en pratique, conscience nationale et conscience de classe sont cependant *inséparables* dans une nation dominée (pp. 78 et 45). C'est ainsi que la subordination linguistique, qui joue évidemment un grand rôle dans l'émergence du mouvement nationalitaire, intervient également comme moyen de domination des classes et couches populaires¹⁶ et fait directement partie des conditions de travail dans la mesure où elle influe sur l'embauche, la promotion,

15. Les auteurs ne définissent pas le terme, mais il semble que l'on puisse le prendre dans le sens général d'un traitement inégal injustifié.

16. Sans parler, bien entendu, des intellectuels (pp. 77 et 81).

la qualification, la distribution des tâches (pp. 72-73). On peut donc dire que les relations d'oppression nationale affectent l'ensemble des rapports sociaux, y compris les rapports de production (p. 46). Aussi, les intérêts de classe portent-ils la marque des conditions particulières (anormales) de vie et de travail dans les sociétés dominées, de même que la structure des positions de classe. Car ces dernières ne peuvent être désignées *a priori* et leur contour précis s'établit dans le procès de lutte des classes (p. 46), c'est-à-dire, notamment, compte tenu de ce que « la question nationale conditionne et médiatise les relations d'une classe avec toutes les autres composantes sociales et principalement avec les détenteurs du pouvoir » (p. 56).

Inversement, la communauté de destin et de culture associée à la nation repose, non seulement sur une combinaison d'éléments comme la langue ou le territoire, mais aussi sur la lutte des classes, laquelle renvoie aux rapports de production et à l'ensemble des conditions sociales de cette même production (p. 45). C'est pourquoi la conscience nationale peut présenter des différences parfois radicales selon qu'elle émane de telle classe ou de telle autre, bien que cette conscience soit fondée sur les conditions objectives de domination d'un peuple par un autre et qu'à ce titre, l'ensemble des classes sociales puisse y accéder (p. 96).

Bref, plutôt que de dissocier classes et nation, il convient que les classes populaires articulent les revendications menées au nom de ces deux réalités interreliées. Leur hégémonie passe par la formation d'un bloc social et culturel qui, dans une nation dominée, est *constitué par le mouvement national* (pp. 130-131). Et ceci, d'autant plus que la lutte contre les rapports de subordination (revendication linguistique par exemple) entre directement en contradiction avec la logique du profit et le mode de fonctionnement des institutions capitalistes, revêtant par là même un caractère éminemment politique et subversif (pp. 46-47). Par ailleurs, la crise actuelle de l'État-nation ne devrait-elle pas être exploitée par la classe ouvrière et ses alliés, dans la mesure même où les structures de l'État constituent un enjeu de leur lutte (p. 53)?

3. *Spécificité de la revendication nationale*

Avec l'ouvrage de Henry MILNER, *Politics in the New Quebec* (16), l'approche se fait plus empirique et le problème du statut théorique du concept de nation n'apparaît plus aussi central. En effet, même si l'auteur entend adopter, lui aussi, un cadre d'analyse marxiste (p. 11), il récuse le « déterminisme stérile » qui ne veut voir dans le nationalisme qu'une idéologie entièrement manipulée par certaines classes.¹⁷ Pour sa part, il considère, comme Maxime

17. Position qu'il attribue « dans une certaine mesure » aux travaux de 1970 de Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette (pp. 18 et 21, note 1).

Rodinson, que l'identité linguistique et culturelle qui forme la nation n'est pas un simple *effet* des classes et qu'au contraire, classes et nation sont *deux facteurs concurrents* et inséparables en pratique, dont l'importance varie en fonction des situations concrètes. Et, dans cette perspective, les classes confèrent son contenu spécifique à l'expression du nationalisme, sans pour autant le créer de toutes pièces (p. 18).

La nation peut dès lors être définie simplement, à la suite de Stanley Ryerson, comme « une communauté de gens liés par une expérience commune — à la fois culturelle, linguistique et historique — de vie et de travail, que ces gens possèdent ou non leur État ».¹⁸ Pour Milner, le Québec constitue bien une communauté nationale (p. 15), et les membres de ce groupe national-linguistique occupent des positions clairement identifiables dans la structure des classes : c'est ce qui ressort notamment de la répartition très inégale des francophones, des anglophones et des allophones dans les différents types de tâches (écrites, orales ou manuelles),¹⁹ ou les variations marquées de la composition ethnique des différentes classes, tant au plan de chaque grand secteur économique considéré séparément qu'au plan d'une comparaison de ces secteurs entre eux (p. 59).²⁰ Par ailleurs, comme on le verra plus loin, le nationalisme du peuple québécois a subi des modifications historiques profondes, en relation étroite avec les transformations de la structure sociale, passant d'une orientation conservatrice au libéralisme de la Révolution tranquille et, enfin, au nationalisme de gauche (pp. 3ss).²¹

C) *Les enjeux de la revendication nationale.*

La question du statut théorique du concept de nation, le degré d'autonomie ou de dépendance de la revendication nationale par rapport au conflit social, divisent profondément les auteurs que nous avons recensés ; il n'en va pas différemment de leurs analyses de la portée sociale, économique et politique du mouvement national et, en particulier, des intérêts de classe que ce dernier véhicule, des groupes et fractions qui le contrôlent. C'est ainsi que, même parmi les auteurs qui ont en commun d'accorder un primat théorique absolu à

18. La version anglaise originale de cette définition est assez difficile à rendre en français : « [a] community of people linked by a common cultural linguistic historical experience of living and working together, whether or not in possession of their state » (p. 16).

19. Voir le tableau II-3, pp. 60-61. Ce tableau est repris du Rapport de la Commission Gendron (1972), tome 1, p. 76.

20. À noter aussi que, pour la période 1965-1969, seulement 22.5% des diplômés de l'Université de Montréal ont obtenu leur emploi dans le secteur privé et que seulement 12.7% y sont demeurés. Chiffres qui illustrent bien la concentration des francophones dans le secteur étatique. (Voir p. 96.) (Données reprises de : V. LEMIEUX et R. HUDON, *Patronage et politique au Québec : 1944-1972*, Montréal, Boréal Express, 1975, p. 127.)

21. Milner s'inspire ici des travaux de Léon DION. Voir son *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975.

l'antagonisme de classes et d'évaluer dès lors le conflit national dans cette seule optique, il n'existe pas de consensus sur la classe ou fraction dont le mouvement national servirait les intérêts.

Malgré le caractère imparfait d'une telle classification, on peut regrouper les auteurs d'après leur conception explicite ou implicite des statuts théoriques respectifs du conflit national et de l'antagonisme de classes. En effet, les considérations de cet ordre ont des implications directes sur l'approche du projet national et l'évaluation de ses objectifs. Dans une première catégorie de travaux, la plus nombreuse, on retrouve ceux qui accordent un primat absolu au conflit de classes et qui envisagent, par conséquent, les enjeux du nationalisme en termes de l'opposition bourgeoisie/prolétariat. Dans un deuxième type de publications, les auteurs s'attachent à montrer que le mouvement national trouve son fondement dans un véritable rapport social, à la fois distinct et inséparable du rapport de classes. L'abolition du capitalisme et le dépérissement de l'État restent prioritaires, mais le conflit national peut jouer à ce niveau un rôle très positif, soit comme étape nécessaire, soit comme pôle d'alliance et de mobilisation populaire. Enfin, il est possible aussi de considérer le mouvement national pour lui-même et non comme une étape ou une dimension de la lutte pour une société socialiste. Dans cette optique, la revendication nationale est rapportée à une classe autre que le prolétariat ou la bourgeoisie, mais dont les orientations politiques, sociales et économiques ne sont pas pour autant dépourvues de signification ou d'intérêt.

1. Le nationalisme et les intérêts de la bourgeoisie

Si en théorie certains mouvements nationaux trouvent grâce aux yeux de ceux des auteurs qui subordonnent tout aux rapports de classes, il n'en va certes pas de même du nationalisme québécois, unanimement condamné. Cette aversion trouve des justifications tantôt dans une lecture des textes de Lénine et de Mao, tantôt dans une théorie qui relie de façon très étroite l'État et la classe dominante, ou encore ce même État et le système capitaliste. De toute façon, le nationalisme opposerait des nations à d'autres nations et briserait dès lors la solidarité prolétarienne aux niveaux national et international. Telle serait même la faille du nationalisme de gauche qui, selon Gilles BOURQUE (3), méconnaît la réalité de classe de l'idéologie nationaliste : celle-ci constitue, avec le libéralisme, l'articulation fondamentale de l'idéologie bourgeoise, et ses versions de gauche ne traduisent rien d'autre que l'assujettissement idéologique des classes dominées, qu'il s'agisse de la thèse de l'échange inégal (entre nations) avancée par Arghiri Emmanuel, ou encore de celle de Maxime Rodinson selon qui la nation serait un groupe d'appartenance existant à côté des classes sociales (pp. 301-304).

Faute de respecter le primat de l'antagonisme de classe, le nationalisme doit donc être condamné sous toutes ses formes. Par contre, certains de nos

auteurs s'appuient sur une lecture de Lénine et de Mao pour poser les *conditions* auxquelles, dans des conjonctures données, le mouvement national offrirait un cadre d'action acceptable pour le marxiste.²² Si l'on se rapporte à Gilles BOURQUE, il appert que la revendication nationale doit rester soumise au primat de la lutte des classes et que les exigences de cette dernière à l'échelle mondiale doivent l'emporter sur les intérêts purement nationaux du prolétariat. Sur le plan intérieur, la primauté de l'internationalisme prolétarien commande l'indépendance de l'organisation politique de la classe ouvrière et l'hégémonie de celle-ci au sein du front uni constitué avec différentes autres classes de la société ; dans ces conditions, il est même possible d'envisager une collaboration avec des « forces irréductibles », comme les propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie hostiles aux Japonais pour Mao. Les alliances, qui varient selon la conjoncture de la lutte des classes et supposent inévitablement certains compromis, ne suppriment pas pour autant les luttes internes, car ce qui est fondamentalement en jeu, c'est la domination de classe sous le capitalisme, dont la domination nationale constitue la forme la plus phénoménale (3 : pp. 167-181 et 304-309).

Mais il n'y a pas que la lecture des grands classiques du marxisme qui alimente l'opposition au mouvement nationaliste québécois. La conception d'un État entièrement dévoué aux intérêts de la bourgeoisie offre un autre angle d'attaque au projet d'édification d'un État national propre qui est au centre du débat constitutionnel actuel. Ainsi, Pierre FOURNIER (11), pour qui le nationalisme québécois est monopolisé par la bourgeoisie,²³ insiste sur le rôle de l'État provincial dans le renforcement de la bourgeoisie québécoise par rapport à son opposante canadienne. Par là s'expliquerait le comportement de plus en plus nationaliste des sociétés d'État — dont les dirigeants sont considérés d'ailleurs, avec ceux des coopératives, comme partie intégrante de la bourgeoisie — voire même, dans une certaine mesure, des Chambres de commerce par opposition aux associations patronales anglophones et au Conseil du patronat : « [...] plus l'État québécois est fort, plus elle [la bourgeoisie locale] pourra assurer son développement » (p. 177) et instaurer son hégémonie.

À la limite, l'État se substituerait à la bourgeoisie, au stade monopoliste, et réaliserait pour celle-ci une socialisation du capital et la réduction des contradictions internes à cette classe. C'est du moins dans ce sens que vont les travaux de Pierre DESBIENS (8) qui envisage l'État, « organisation de classe que se donne la bourgeoisie » (p. 115), et l'État québécois en particulier, comme une catégorie essentiellement productive ; vu sous cet angle économique plutôt que politique, l'État apparaît, selon la formule d'Engels, comme le « capitaliste collectif idéal » (pp. 114-115).

22. Il n'entre pas dans le cadre de cet article d'évaluer la manière dont s'effectue cette lecture d'auteurs plus orientés vers l'action que vers la conceptualisation théorique.

23. Ce qui, selon lui, « ne signifie en rien que tout nationalisme est bourgeois » (p. 178).

Pour Nicole LAURIN-FRENETTE (14),²⁴ ce n'est pas tant l'utilisation de l'État par une classe qui condamne le nationalisme sous toutes ses formes (droite, centre, gauche), que la place même de l'État dans les réseaux du contrôle et de la reproduction des agents : une place à la fois essentielle et qui néanmoins s'inscrit dans un ensemble beaucoup plus vaste de mécanismes — infra et supra-nationaux — qui *dépassent* l'État et dont il demeure par conséquent solidaire.²⁵ En tant qu'il vise l'État, le discours nationaliste peut être considéré comme « le langage universel du capitalisme moderne » (p. 132) et des réformes, comme celles qui ont affecté les services de santé, la sécurité sociale etc., depuis la Révolution tranquille, constituent par leurs structures et leurs ressources « un gigantesque réseau multidimensionnel de contrôle des agents, coordonné dans l'État » (p. 135). Bref, pour cet auteur, les transformations qui s'opèrent dans l'État et par lui doivent être rapportées au réaménagement du capitalisme et de ses appareils (p. 131).

L'État n'est donc pas un instrument que l'on peut utiliser à des fins diverses, selon la classe qui le contrôle, comme le pensent les technocrates de gauche. Sa marge de manœuvre est mince, ce qui condamne toute stratégie étatique, qu'elle soit nationaliste (indépendantiste ou fédéraliste) ou qu'elle émane des partis socialistes ou communistes occidentaux, qui n'aspirent qu'à la gestion de l'État national et à l'administration des nouveaux problèmes engendrés par le capitalisme (p. 144).

Favorable à l'autogestion (pp. 54-55), Nicole Laurin avoue ne rien dire sur « la voie qui mène à la construction de la communauté dont l'État est la négation » (p. 170). Cela se comprend d'autant plus que sa critique de la gauche québécoise est sévère : elle voit d'un côté la « vieille gauche », celle des années soixante, intégrée dans les appareils (scolaire, syndical, P.Q., *media*, État) et qui se querelle pour le partage des miettes qui tombent de la table du pouvoir (pp. 164-165) ; d'un autre côté la « nouvelle gauche », coupée des réseaux politiques aussi bien que de ceux de la production et de la consommation, dont les arguments sont scolastiques et dépourvus d'analyses concrètes et dont le discours est « une sorte de leçon d'archéologie du mouvement ouvrier » (pp. 166-168). La plupart des auteurs qui font confiance à la vocation révolutionnaire du prolétariat ne s'attachent guère à ce genre de critique des orientations de la gauche, si ce n'est éventuellement pour regretter l'absence d'un « parti des travailleurs ».

24. L'auteur s'inspire de A. Négri.

25. De la même façon, nous dit l'auteur, que pour exercer sa régulation économique de façon efficace, l'État doit respecter la logique des processus économiques (p. 109).

2. *Le mouvement national et un possible socialisme*

Pour MASCOTTO et ses co-auteurs, l'oppression nationale concerne au premier chef la classe ouvrière, dans la mesure où elle affecte les conditions de production et apparaît indissociable des rapports de production eux-mêmes. La nation ne peut d'ailleurs être reliée à l'apparition du capitalisme au même titre que l'État, et les mouvements nationalitaires des sociétés industrialisées présentent précisément l'intérêt d'ébranler les grands États capitalistes centralisés et, éventuellement, de paver la voie à une gestion démocratique et socialiste dans les différentes communautés humaines (13 : p. 160). Car tel reste bien l'objectif mais, contrairement aux auteurs précédents, on met l'accent sur l'interdépendance des mouvements social et national, sur leur renforcement mutuel, plus qu'on ne les oppose. Et, comme le mouvement social, la revendication nationalitaire s'attaque à l'État et frappe ainsi « directement au cœur de la domination bourgeoise » (13 : p. 167).

Mais si le mouvement national peut être considéré tantôt comme une étape indispensable, tantôt comme une dimension même de la lutte des classes, il n'en demeure pas moins un enjeu dans la mesure où l'idéologie nationaliste n'est pas la production consciente d'une seule classe, dominée ou dominante, et où elle comporte à la fois un aspect libérateur et un autre porteur de domination (13 : p. 115). La conscience nationale renvoie à l'ensemble des classes, mais de manière parfois radicalement différente ; c'est aux travailleurs intellectuels qu'incombe la tâche de susciter la mobilisation populaire, sans laquelle il n'y a pas de libération nationale, et d'organiser le dépassement du nationalisme populiste ou du réformisme social-démocrate (15 : p. 96). En effet, d'une part, des intellectuels d'origine bourgeoise ont été à l'origine de la théorie socialiste, d'autre part, la prolétarianisation du travail intellectuel est telle qu'on ne peut considérer les enseignants, ingénieurs de production, techniciens et autres comme constituant une nouvelle petite bourgeoisie (13 : p. 138). Ne s'agirait-il pas plutôt d'une nouvelle classe ouvrière ou de travailleurs salariés ? Il faut en tout cas tenir compte de ce que l'intelligentsia technique est présentement indissociable du travailleur collectif participant à la production et de ce que, par ailleurs, le contrôle du travail dans le secteur des services y rend le niveau d'exploitation assez élevé. Si le prolétariat industriel voit son importance relative décroître au stade actuel du capitalisme, on peut dire que, par contre, le *mouvement* ouvrier est en expansion (15 : pp. 92-93).

Mais si, comme nos auteurs inclinent à le croire, l'hégémonie au sein de toute alliance doit revenir au mouvement ouvrier plutôt qu'au seul prolétariat, c'est à un ensemble complexe et diversifié aux points de vue culturel, social, politique et organisationnel que l'on est renvoyé. Or la revendication nationale offre un terrain particulièrement propice à l'établissement d'un consensus et d'une mobilisation effective pour les multiples composantes de la classe ouvrière au sens large (travailleurs productifs ainsi que salariés engagés dans la

distribution et la circulation) et, *a fortiori*, du bloc des travailleurs salariés (« nouvelle petite bourgeoisie » incluse) dont elle est la composante centrale (15 : pp. 92-93).²⁶

Le bloc social est donc cimenté par une conscience nationale en tant que celle-ci constitue un aspect spécifique de la conscience de classe.

3. *Nationalisme et socialisme : objectifs distincts de classes différentes*

Pour Henry MILNER (16), la question nationale au Québec n'oppose pas deux classes « décisives » comme la bourgeoisie et le prolétariat. Pour lui, le nouveau nationalisme, caractérisé par une orientation positive (non défensive) et politique, doit être mis en relation avec l'émergence d'une nouvelle classe moyenne et avec les modifications du rôle de l'État en général et au Québec en particulier (p. 63).

Il est donc clair que l'indépendance nationale ne supprime ni l'exploitation économique, ni la domination des multinationales. Mais, une fois acquise, la souveraineté de l'État québécois permettra de mieux s'attaquer à ces questions, au Canada comme ici, et personne n'a encore pu montrer comment sauter cette étape (p. 251). Aussi, Milner croit-il « en un Québec français indépendant, avec un secteur d'État dominant mais néanmoins hautement décentralisé et démocratique » (p. 100).

Les transformations du nationalisme doivent être reliées au développement de ce que d'aucuns ont appelé une nouvelle petite bourgeoisie, mais que l'auteur préfère désigner par le terme de nouvelle classe moyenne : professionnels ou semi-professionnels occupant une position intermédiaire dans les institutions privées et publiques et y détenant un « capital » lié à leur instruction ou à leur expertise professionnelle et technique (pp. 56-59). Au cœur de cette strate, la classe moyenne d'État, que l'auteur estime à quelque 10% de la force de travail (p. 94), et qui, largement syndiquée (p. 60) et opposée au *statu quo*, professe à la fois l'indépendantisme, l'anticapitalisme (non révolutionnaire) et le « participationnisme » (pp. 93-100).

Cette classe moyenne d'État comprend les professionnels, semi-professionnels, intellectuels, experts et spécialistes liés directement ou indirectement à l'État et exerçant une fonction de légitimation à l'égard de ce dernier : professeurs, économistes, journalistes, infirmières, animateurs sociaux, dirigeants syndicaux, artistes, chercheurs, etc., mais aussi médecins, juristes, ingénieurs, etc. œuvrant dans les services publics ou parapublics. Leur expansion est donc

26. Sur l'importance des différences intra-classes dans la classe ouvrière comme dans le bloc des travailleurs salariés (qui comprend ladite « nouvelle petite bourgeoisie »), voir pp. 103-106. Les divergences à ce niveau concernent la valorisation d'intérêts spécifiques immédiats, voire même fondamentaux.

étroitement reliée à la croissance de la bureaucratie d'État et la création de nouvelles institutions de bien-être ; à quoi il faut ajouter l'élargissement du rôle joué par l'État dans les institutions privées de légitimation (pp. 93-95).

C'est sous l'impulsion de cette fraction de la classe moyenne que le nationalisme de gauche, axé sur l'indépendance et la démocratie économique et sociale, a pris la relève du nationalisme libéral propre à la Révolution tranquille (pp. 30-40).²⁷ Et cette classe devrait jouer un rôle politique très important au Québec, jusqu'à la décolonisation de celui-ci. Après l'indépendance, l'auteur prévoit que les deux fractions qui la composent tendront à se scinder : la strate plus « technocratique » sera absorbée par la bourgeoisie, tandis que le groupe des « participationnistes », dont les liens avec les syndicats sont étroits, tendra à se rapprocher des ouvriers (pp. 103-104 et 155ss).²⁸

Mais l'État québécois n'est pas seulement le fer de lance du nationalisme positif. Il est aussi le lieu central de la contestation entre classes (p. 19). Or, cet État connaît, comme dans les autres sociétés capitalistes, une crise de légitimation dans la mesure où il ne peut satisfaire à toutes les attentes suscitées par son interventionnisme social et culturel. Car, en raison même de cette omniprésence étatique, le public a tendance à tenir le gouvernement responsable d'à peu près tout ce qui se passe dans la société.²⁹ Et cette crise est encore plus grave lorsqu'elle met en présence, d'une part l'État-patron, d'autre part les syndicats représentant les travailleurs et *la nouvelle classe moyenne d'État*, compte tenu de l'importance de cette dernière (p. 101).

D) *Le Parti québécois*

La plupart des auteurs que nous avons consultés consacrent une partie de leur réflexion au parti qui s'est constitué comme le rassemblement des forces nationalistes autour d'un programme de réformes économiques et sociales. Naturellement, les considérations relatives à cette formation politique sont en relation avec les conceptions plus générales sur le nationalisme et les classes sociales et, à la limite, elles sont presque entièrement éclipsées par ces dernières : c'est le cas notamment dans l'ouvrage de Nicole LAURIN-FRENETTE (14), où

27. S'inspirant de Léon DION (*op. cit.*), l'auteur voit le nationalisme libéral précédé d'un nationalisme conservateur à la philosophie corporatiste et qui, en position de repli, n'entraîne ni conflit ni avec l'État ni avec l'ordre existant.

28. L'auteur emprunte l'opposition technocrate-participationniste à Vera MURRAY. (Voir notamment : « Le Parti québécois : les tensions au sein de l'alliance indépendantiste », dans : *Politique aujourd'hui*, 7-8, 1978 : 55-68.) Milner reconnaît que cette distinction n'est cependant pas définissable de façon très précise (p. 155). Les « technocrates » gravitent autour du pouvoir et entendent négocier l'indépendance comme en affaires et entreprendre la rationalisation et la modernisation du Québec. Les « participationnistes » sont surtout forts dans le parti.

29. On aura reconnu au passage les thèses de J. O'Connor et de J. Habermas reprises par l'auteur pp. 85ss.

celle-ci englobe dans une même condamnation l'indépendantisme du Parti québécois ou le fédéralisme du Parti libéral en tant que formes *du* nationalisme, c'est-à-dire visées axées sur le contrôle et l'utilisation de l'État.

Dans la plupart des cas cependant, l'analyse du Parti québécois, nécessairement centrée sur le cas particulier du Québec, permet de préciser la classe ou la fraction dont les intérêts, soit sont défendus dans les programmes ou politiques de cette formation, soit dominant dans le Parti ou à certains de ses niveaux. En principe donc, ces analyses devraient être plus « concrètes » que celles dont nous avons fait état précédemment.

L'étude du P.Q. peut être abordée sous différents angles : soit les réalisations du gouvernement et ses éventuels décalages par rapport au programme, soit les positions sociales des membres prédominant à chacun des niveaux de l'organisation et les disparités entre ceux-ci. Mais quel que soit l'angle d'approche, les divergences et controverses sont nombreuses, non seulement parce que les avis diffèrent sur la composition, les orientations et l'action du P.Q., mais aussi parce que les frontières des classes sociales ne font pas l'unanimité. Faut-il, par exemple, inclure les dirigeants des coopératives dans la bourgeoisie au même titre que ceux qui sont à la tête des sociétés d'État et des entreprises privées, comme le pense Pierre FOURNIER (11), ou faut-il dire que le Mouvement Desjardins est administré par une petite bourgeoisie, comme le pense J. NIOSI (17 et 18)? Selon lui, ces dirigeants n'ont, ni économiquement, ni politiquement, le même poids que les grande et moyenne bourgeoisies canadiennes-françaises : « ils ne sont pas propriétaires du Mouvement et ils ne peuvent pas disposer des actifs de ses institutions pour leur bénéfice personnel ni pour financer le parti politique de leur choix » (18 : p. 30).³⁰ Un problème analogue se pose lorsqu'il s'agit de définir l'appartenance de classe de certaines catégories professionnelles « nouvelles », dont on ne sait trop s'il faut les rattacher à la petite bourgeoisie (Niosi, Marcel Fournier), à la classe moyenne (Milner), voire à la classe ouvrière au sens large pour certains d'entre eux, les techniciens notamment, et au bloc des travailleurs salariés pour les autres : la dite « nouvelle petite bourgeoisie » (Mascotto et Soucy).

1. *Un parti de la bourgeoisie (non monopoliste) québécoise*

Pour Gilles BOURQUE et Anne LÉGARÉ (5 : pp. 192-230), le P.Q. est le parti de la bourgeoisie québécoise, dont les caractéristiques sont d'être à la fois francophone et non monopoliste, et qui peut se présenter sous trois formes juridiques : coopératives, entreprises publiques, entreprises privées. Cette bourgeoisie s'oppose en une lutte ouverte à la problématique de développement

30. Niosi souligne aussi, dans ses travaux qui font état de nombreuses données empiriques, l'émergence d'une bourgeoisie *canadienne-française* dont les visées sont pan-canadiennes, alors que P. Fournier juge plus pertinent de centrer l'analyse sur la bourgeoisie proprement *québécoise*.

de la bourgeoisie monopoliste canadienne (celle-ci incluant les quelques rares monopoles québécois) dont les intérêts sont politiquement représentés par le Parti libéral. Donc, « les conflits politiques récents s'analysent comme une crise d'hégémonie entre fractions [bourgeoises] des classes dominantes » (p. 223).

Mais la question nationale a cependant une « importance primordiale » (p. 220), parce qu'elle assure à la bourgeoisie québécoise des alliés que les autres bourgeoisies régionales du Canada ne peuvent se gagner, en particulier la petite bourgeoisie salariée (enseignants, professionnels, techniciens), à qui l'État québécois permet de tirer les avantages de sa différence linguistique et culturelle. L'appui des masses elles-mêmes n'est pas exclu. Mais la bourgeoisie québécoise recherche la neutralité de la bourgeoisie impérialiste américaine et rejette les appuis populaires nécessaires à la souveraineté. Et comme, de toute façon, l'égalité des peuples suppose l'abolition des classes, il faut s'abstenir de toute alliance avec le P.Q., parti pro-impérialiste.

Parti de la bourgeoisie québécoise, pro-impérialiste, le P.Q. est dirigé par « des éléments appartenant aux sommets de la bureaucratie de l'État » (p. 193); en effet, cette bourgeoisie non monopoliste ne peut se passer de l'État pour réaliser l'intégration du capital bancaire et industriel et pour s'affirmer comme véritable bourgeoisie nationale. Et comment pourrait-on qualifier de social-démocrate un tel parti, qui n'a pas de lien organique avec les syndicats et n'est pas né des luttes ouvrières? Tout au plus peut-on le taxer de réformiste, dans la mesure où il porte le poids des velléités social-démocrates de certains de ses alliés petits-bourgeois. Bref, le P.Q. est « un parti bourgeois réformiste favorable à l'impérialisme » (p. 213).

Telle est à peu près la position de Pierre FOURNIER (11): le P.Q. est bourgeois, comme d'ailleurs tout gouvernement en pays capitaliste, et son action vise à l'hégémonie politique de la bourgeoisie québécoise et au soutien de celle-ci face à son opposante canadienne. Sans être parfaitement unie et consciente de ses intérêts, la bourgeoisie québécoise est plus ou moins nationaliste, surtout dans ses branches étatique et coopérative. C'est cette constatation qui conduit l'auteur à rejeter la thèse de Niosi qui, envisageant la bourgeoisie canadienne-française dans son ensemble plutôt que la seule québécoise, la qualifie de fédéraliste et de libérale. Pour Fournier, en effet, la bourgeoisie francophone non québécoise est quant à elle radicalement hostile à l'indépendance et doit donc être distinguée de la bourgeoisie québécoise.

Sans trop s'engager dans cette polémique, on peut se demander s'il y a bien contradiction entre les politiques du Parti libéral provincial et les quelques phrases empruntées à tel ou tel dirigeant de coopérative ou de société d'État et reproduites par Fournier à l'appui de sa thèse sur le nationalisme de la bourgeoisie québécoise et le rôle du P.Q. à cet égard. Toujours est-il que le raisonnement de cet auteur repose sur un glissement de sens du concept de nationalisme: il prend le terme dans son acception la plus large lorsqu'il tente

de montrer son attrait pour la bourgeoisie québécoise, alors que, pour la suite de son exposé, il considère implicitement le nationalisme comme équivalant à l'indépendantisme. Or, l'importante — et discrète — contribution à Pro-Canada des banques francophones (Provinciale, Canadienne nationale, etc.) et de plusieurs entreprises privées (Provigo, Bombardier, Télé-Métropole, etc.), en compagnie de multinationales et de sociétés d'État canadiennes,³¹ est une indication parmi d'autres de la non-pertinence de l'identification du « nationalisme » de la bourgeoisie et de l'indépendantisme.

Il est vrai que, pour P. Fournier, la bourgeoisie québécoise n'est pas nécessairement tout à fait consciente de ses intérêts et que son allégeance politique importe finalement relativement peu. De la même façon que, pour lui, la position de classe des cadres du P.Q. ou de sa clientèle est relativement secondaire. Seuls comptent les politiques et intérêts défendus par ce parti.

Ce type d'argument dans lequel une classe, aveugle à ses intérêts objectifs, combat ou s'oppose à un parti qui défend ces mêmes intérêts, est loin d'être marginal dans la littérature. On le retrouve avec des variations chez G. Bourque notamment, ou encore chez Alfred DUBUC (9), selon qui la moyenne bourgeoisie commerciale industrielle et financière ignore ses propres intérêts, qui sont défendus par le P.Q., et reste attachée à la politique d'unité canadienne (pp. 62-63 et 70), bien que le gouvernement fédéral soutienne la grande bourgeoisie.

2. *Un parti de la nouvelle petite bourgeoisie*

Le second point de vue a été exprimé en 1970 par Gilles BOURQUE et Nicole LAURIN-FRENETTE (4) qui reliaient alors l'indépendantisme à la fraction technocratique de la petite bourgeoisie moderne et industrielle, par opposition à sa fraction privée. On a vu qu'à l'heure actuelle, Bourque définit le P.Q. comme un parti à composition principalement petite-bourgeoise, servant en dernière analyse les intérêts de la bourgeoisie québécoise (2: p. 90), une bourgeoisie éclatée, sans cohérence politico-économique évidente, comme toutes les bourgeoisies régionales (p. 87). La thèse du P.Q. porte-étendard des intérêts de la nouvelle petite bourgeoisie continue néanmoins d'être soutenue par plusieurs, dont Marcel FOURNIER (10) et Jorge NIOSI (17 et 18). Le premier estime que la petite bourgeoisie détient l'hégémonie au sein du Parti. Cette classe jouit, en effet, d'un poids tout particulier dans les sociétés dépendantes et s'appuie sur l'État pour se constituer, se maintenir et éventuellement se transformer en bourgeoisie. Encore faut-il que cet État dispose d'une liberté d'action suffisante, ce qui n'est pas le cas dans le régime fédéral actuel.

31. Voir : Gilles PAQUIN, « Ce sont les multinationales qui font vivre Pro-Canada », *La Presse*, jeudi 4 octobre 1979, pp. A1 et A6. Voir aussi : Pierre GRAVEL et Gilles PAQUIN, « Pro-Canada décide de garder secret le nom de ses percepteurs de fonds. Mais *La Presse* en révèle la liste », *La Presse*, jeudi 12 juillet 1979, pp. A1 et A6.

Pour Niosi, le P.Q. est un parti petit-bourgeois et ses politiques se caractérisent par une volonté d'arbitrage entre les classes. Dans les mesures concrètes adoptées par le gouvernement, l'auteur décèle une tentative d'équilibrer les avantages consentis aux classes en présence et une volonté tout à fait typique d'humaniser les relations de travail; le financement du Parti par les individus à l'exclusion des organisations s'inscrit dans la même ligne de pensée petite-bourgeoise. Il est donc faux de considérer cette formation comme social-démocrate. Il n'est pas davantage exact de la considérer comme populiste, vu sa grande réticence à procéder à des nationalisations (17: pp. 45ss).³² Par ailleurs, le P.Q. n'est aucunement le parti de la bourgeoisie canadienne-française, qui est une section de la classe capitaliste canadienne: son marché, ses investissements, ses visées sont pan-canadiens; elle est d'allégeance fédéraliste et ne constitue nullement une bourgeoisie québécoise nationale et pro-indépendantiste. Quant à la bourgeoisie d'État, elle a des liens avec le Parti libéral du Québec et n'a pas été favorisée par le gouvernement du moins si l'on vise par là — comme il convient de le faire, quoi qu'en pense Bourque — les seuls administrateurs de carrière des sociétés d'État (17: pp. 39-40 et 37; 18: p. 36).³³

Le P.Q. représente les salariés et petits producteurs qui vivent de l'exercice de la parole. Plus précisément, c'est le parti de la majorité des enseignants et fonctionnaires ainsi que d'une fraction de la petite bourgeoisie traditionnelle des professions libérales. De plus, le programme de cette formation pourrait attirer les secteurs les plus retardataires de l'industrie et de l'agriculture locales et ne pas laisser indifférente la petite bourgeoisie regroupée dans le mouvement coopératif qui recherche une protection contre le grand capital et qui entretient de bons rapports avec le gouvernement (18: pp. 34-35; 17: p. 40). Quant à la classe ouvrière francophone, elle n'est rien d'autre qu'une classe-appui dont les intérêts sont articulés au P.Q. par l'aile « participationniste » et minoritaire de celui-ci. Bref, pour Niosi, le Parti québécois est le représentant de la petite bourgeoisie technocratique, comme le montrent les politiques économiques, sociales et culturelles du gouvernement actuel (17: pp. 45 et 64).

3. *Un parti de la classe moyenne d'État*

MILNER (16), comme on l'a vu précédemment, fait du P.Q. l'instrument politique de la classe moyenne d'État dont il reprend l'idéologie: opposition au *statu quo* économique, nationalisme, étatismisme et participationnisme. Les rapports du Parti avec cette classe sont cependant influencés par deux phénomènes particuliers: d'une part, la difficulté pour le gouvernement

32. Les conclusions de l'auteur sont fondées sur un examen des mesures concrètes adoptées par l'administration péquiste, ce qui n'est pas très fréquent dans la littérature recensée où les évidences sont nombreuses.

33. Niosi rappelle aussi qu'au plus un tiers des P.M.E. sont contrôlées par les Canadiens français (17: p. 38).

québécois actuel de concilier la conception qu'il se fait de son rôle politique en général avec sa position de grand patron dans le secteur public et para-public, où il doit négocier avec les syndicats représentant les ouvriers *et la classe moyenne d'État*; d'autre part, la faiblesse stratégique et politique de l'aile radicale du P.Q. et de ses alliés syndicaux.

Le Parti québécois aspire à devenir l'instrument de la négociation *entre les classes* dans une société qui s'écarte de plus en plus d'un modèle de légitimation fondé sur l'hégémonie politique d'une élite exprimant et gérant des revendications formulées en termes de régions ou d'ethnies (modèle « consociationniste libéral » propre au Canada). Il existerait au Québec une tendance à l'instauration d'un système de type européen ou social-démocrate, c'est-à-dire dans lequel les classes sont représentées politiquement et, en même temps, modérées par le système de partis : les éventuels affrontements directs entre classes débouchent sur des compromis politiques négociés.³⁴

Or, on a déjà dit que l'extension de l'intervention de l'État dans les différentes sphères d'activités conduisait à une crise de légitimité de celui-ci dans l'ensemble de nos sociétés, dans la mesure où les gouvernements sont soumis à des demandes impossibles à satisfaire tout en étant tenus responsables de tout. Au Québec, l'importance de la classe moyenne d'État, sa fonction d'articulation du nationalisme positif et sa position dans le P.Q. rendent encore plus aiguë la crise de légitimité et plus aléatoire la tentative de concilier le rôle d'État-patron avec celui d'instrument de la négociation entre les classes dans un modèle politique de type européen.

Le second trait caractéristique des relations entre le P.Q. et la classe moyenne d'État réside dans certaines faiblesses de cette même classe. En effet, devant la politique de rationalisation des « technocrates » du Parti et leur volonté de négocier la souveraineté, l'aile « participationniste » n'a pas de stratégie ni de vision politique propres. Elle amende donc le projet de société des « technocrates » et n'a *jamais tenté* de se mobiliser contre une de leurs options. Et cette incapacité des militants de la classe moyenne d'État à dépasser la rhétorique radicale pour proposer une solution de rechange réaliste et les moyens concrets d'y atteindre les laisse démunis face, d'une part, aux « technocrates » du P.Q. et, d'autre part, aux trotskystes et marxistes-léninistes œuvrant dans les syndicats dont les membres et les dirigeants sont le plus liés à la classe moyenne d'État : C.S.N. et C.E.Q. La rhétorique socialiste y masque, en effet, assez mal la pratique réelle des syndicats (pp. 165-167 et 189-192).³⁵

34. Pour une explication de ces deux modèles de légitimation, voir pp. 89-90ss; aussi pp. 100-101.

35. Le livre de Jacques GRAND'MAISON, *La nouvelle classe et l'avenir du Québec*, présente, dans une perspective non marxiste, certaines analogies avec cette critique de la classe moyenne d'État.

Cette constatation conduit à s'interroger sur les modèles de développement en présence au Québec, problème sur lequel les auteurs jusqu'ici recensés ne s'attardent pas, bien qu'il prolonge et concrétise la question des enjeux économiques et sociaux de la souveraineté de l'État.

E) *Les modèles de développement*

Il est sans doute un point sur lequel la grande majorité des auteurs recensés s'accorderaient facilement. C'est celui que défend Dorval BRUNELLE (6) lorsqu'il insiste sur la nécessité de dépasser un discours sur la nation qui laisserait intact l'État, ses rapports avec le capital et la fonction de l'État capitaliste dans le maintien et l'approfondissement des rapports entre classes (pp. 184-185).³⁶ De la même façon, la plupart d'entre eux s'entendraient avec Brunelle pour replacer le contentieux constitutionnel dans le contexte de la dépendance économique, tant canadienne que québécoise, et dans la perspective d'une intégration continentale (pp. 190-191).

À cet égard, s'il faut en croire HALARY et MASCOTTO (13 : pp. 164 et 166) ou Dorval Brunelle, le conflit constitutionnel actuel aurait moins pour objet la centralisation politique proprement dite que le lieu de son exercice — Ottawa ou Québec. Car la centralisation politique, qui peut d'ailleurs s'accommoder d'une déconcentration bureaucratique dans laquelle la province administre des politiques sociales élaborées au fédéral, correspond à la concentration économique (6 : pp. 188-190). Le P.Q. viserait donc une fédération de deux États centralisés.

À ce point de vue, la Révolution tranquille marque un tournant historique, selon Dorval Brunelle. Elle repose, en effet, sur l'alliance de la bourgeoisie et du mouvement syndical contre les élites traditionnelles et leur rationalité non capitaliste, qui fait obstacle à l'intégration du Québec dans l'économie continentale. Le modèle de développement auquel on se réfère alors implique un État fort avec des ressources financières accrues, afin de créer un secteur secondaire de biens durables à partir des richesses naturelles disponibles et notamment de l'électricité. Cependant, dès 1966, la planification a été monopolisée par les spécialistes et les fonctionnaires et le passage de l'État-au-dessus-des-classes à l'État-patron a provoqué la rupture de l'alliance de la bourgeoisie et du mouvement syndical. Par la suite, et sous le gouvernement Bourassa en particulier, non seulement la phase de nationalisations a été interrompue, mais aussi l'État québécois a généreusement subventionné le secteur privé, surtout monopoliste, et s'est associé à lui en de gigantesques travaux, comme la Baie James : enfin, le retour à l'initiative fédérale en matière de stratégies de

36. L'auteur met aussi l'accent sur la centralisation politique.

développement est évident au Québec dès 1972, et signifie le raffermissement des liens continentaux dont ce palier de gouvernement est le grand artisan.³⁷

1. *La stratégie de développement du gouvernement québécois actuel*

Dans quelle mesure les politiques du gouvernement québécois actuel s'écartent-elles de cette récente logique de développement, sur le plan des programmes et intentions comme sur celui des réalisations ? Il est certain que les uns et les autres doivent être compatibles avec le projet d'une souveraineté-association *négociée* avec le Canada, avec le moins d'hostilité possible de la part des États-Unis. Dans ce cadre, la marge de manœuvre spécifique du gouvernement québécois ne peut être qu'étroite avant l'indépendance, tant au point de vue de l'intervention économique que des réformes sociales, compte tenu aussi des ressources financières limitées dont il dispose.

Les analyses de Pierre FOURNIER (11) sur l'action des sociétés d'État québécoises et de leurs rapports avec le gouvernement actuel vont dans le sens d'un net resserrement des contrôles *politiques* et administratifs sur ces sociétés, en vue de rendre leur action compatible avec les objectifs gouvernementaux et d'assurer une plus grande cohérence de l'intervention des autorités politiques sur l'économie québécoise (pp. 150-151). Par ailleurs, plusieurs de ces sociétés d'État ont vu leur budget augmenter depuis l'accession du P.Q. au pouvoir. Entre autres, Fournier relève le cas de la Société de développement industriel (S.D.I.) dont les subventions aux petites et moyennes entreprises dynamiques sont subordonnées à diverses conditions très « nationalistes » d'intégration à l'économie québécoise. La S.D.I. semble promise à devenir une véritable banque d'affaires, orientée vers le développement économique du Québec (pp. 162-163). Enfin, le projet de nationalisation de la Société Asbestos et la mise sur pied d'usines de transformation de l'amiante constitue un autre pan de la politique économique du gouvernement.

De cette dernière, P. Fournier aime à dire qu'elle vise à renforcer la *bourgeoisie* autochtone (pp. 153-154). Néanmoins, dans une autre optique et avec les mêmes données, on pourrait avancer que l'intervention accrue de l'État et du pouvoir politique tend à une intégration plus poussée de notre économie et à sa modernisation. C'est ainsi que, dans sa récente publication, *Bâtir le Québec* (12), le gouvernement parle d'une priorité à donner à la dynamisation de l'*entreprise* autochtone, en raison notamment de sa trop petite dimension (p. 57).

37. Sur la Révolution tranquille et ses suites, voir : D. BRUNELLE, « Le capital, la bourgeoisie et l'État du Québec, 1959-1976 », dans : Pierre FOURNIER, *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978 : 79-108. Le même P. Fournier conteste que le fédéral soit devenu le véritable maître d'œuvre de la stratégie de développement industriel au Québec (11 : p. 153).

Quelles sont les grandes orientations de développement que l'on peut brièvement relever dans ce livre bleu? Tout d'abord, on peut noter que ce document consiste en l'énoncé des grands principes qui vont guider l'action du gouvernement dans les prochaines années plutôt qu'en un plan indicatif. Déjà en 1972, le projet de l'exécutif du parti intitulé *Quand nous serons maîtres chez nous* relevait l'impossibilité d'une planification, faute des instruments nécessaires qui découlent de la souveraineté (pp. 102-103). Porté au pouvoir, le P.Q. continue de dénoncer l'incohérence provoquée par la répartition des pouvoirs entre le fédéral et les provinces (12: p. 21).

Le développement, selon le livre bleu, doit s'appuyer sur les secteurs d'activité où le Québec possède un avantage comparatif (comme les ressources naturelles ou énergétiques), sur le choix sélectif de quelques industries de base (comme la chimie minérale et la pétrochimie), sans pour autant renoncer complètement aux industries plus vulnérables (textile, etc.). Dans le cadre de cette spécialisation relative de l'économie, trois objectifs plus ou moins reliés semblent être assignés à l'intervention étatique. Tout d'abord, pallier la dualité de l'économie, imputable notamment au contrôle étranger dans les mines, les industries manufacturières les plus modernes et dans certains services: la logique des décisions de ces entreprises tient peu compte des intérêts nationaux en matière de recherche, des sources d'approvisionnement, etc., et les effets d'entraînement sont faibles (pp. 17-18).

Un deuxième objectif qui ressort du livre bleu est complémentaire: accroître la transformation sur place de produits bruts. Enfin, comme on l'a déjà dit, le gouvernement entend donner priorité au renforcement et à la dynamisation de l'entreprise autochtone.

L'économie québécoise est très ouverte sur l'extérieur, aussi l'économie de marché doit-elle, selon le livre bleu, « demeurer, de façon générale, le système guidant l'allocation des ressources » (p. 54). Au Québec, l'entreprise privée joue un rôle primordial dans la production, aussi le gouvernement entend-il intervenir pour l'établissement de conditions favorables au développement de ces initiatives privées et autochtones « sans pour autant sacrifier ses objectifs de justice sociale et de gardien des intérêts collectifs » (pp. 168 et 54). En particulier, l'État entend être actif dans la stabilisation de l'économie et la conception et la mise en œuvre de stratégies de développement. D'autre part, il n'est pas question de renoncer à l'intervention directe de l'État, qui ne repose pas tant sur des considérations nationalistes ou idéologiques que sur sa capacité de s'engager dans certains domaines — énergétique par exemple — qui sont hors de portée pour les autres agents économiques (p. 52). Cependant, le champ d'intervention des sociétés d'État sera concentré dans certains secteurs stratégiques, avec un objectif d'intégration plus poussée et, pour les entreprises publiques à vocation industrielle que le gouvernement entend promouvoir, la formule des sociétés mixtes sera privilégiée (pp. 169 et 52).

Le resserrement du contrôle exercé sur les sociétés d'État répond à des objectifs de cohésion dans la politique économique et de rentabilité et d'efficacité dans la gestion. Par ailleurs, la concertation amorcée par le gouvernement avec les autres agents économiques poursuit le même but de coordination économique, mais aussi « la mise au point d'une forme de contrat social permettant une distribution équitable des fruits de la croissance » (p. 37).

Enfin, en ce qui concerne les investissements étrangers, le livre bleu préconise la définition de certains secteurs qui leur seraient partiellement ou totalement fermés, plutôt que le mécanisme de tamisage lourd et inefficace instauré par le fédéral. Encore qu'une intervention efficace sur ce plan suppose la souveraineté (p. 47).

2. *Quelle solution de rechange?*

Les orientations que l'on a cherché à dégager du livre bleu témoignent d'une grande mesure dans le ton et d'une remarquable prudence quant au fond,³⁸ qui étaient sans doute partiellement (dans quelle mesure?) imputables à l'approche du référendum constitutionnel. On aura d'ailleurs remarqué que la nationalisation n'est pas évoquée comme l'un des instruments dont le gouvernement pourrait être appelé à se servir pour atteindre certains de ses objectifs, bien que le document mentionne que la transformation sur place des ressources naturelles — dont l'amiante — ne peut être obtenue des entreprises étrangères par les mesures ordinaires d'aide à l'entreprise et à l'investissement (p. 93). Il semble donc que les considérations stratégiques l'emportaient, dans la conjoncture, sur les objectifs proprement dits de l'indépendance. Cela dit, rien ne permet d'affirmer que le P.Q. entend renoncer à ce qui fait l'originalité de son programme : le renforcement des mécanismes internes de cohésion économique et la réduction de la dualité existant entre le développement économique et les caractéristiques sociales, culturelles et politiques du Québec.

Si l'on porte maintenant le regard du côté des auteurs qui subordonnent la revendication nationale à la lutte des classes et à l'anti-impérialisme, ou qui font de la première une dimension de la seconde, force est bien de constater que la fonction de dénonciation du nationalisme l'emporte généralement sur la construction de modèles substitutifs de développement. Par ailleurs, la façon même dont cette même critique est effectuée repose assez souvent sur un postulat plus ou moins implicite : la croissance de l'économie profite aux seuls capitalistes. Point n'est besoin alors de s'interroger sur les mesures sociales précises de tel gouvernement ou de tel autre, ni sur les mécanismes de négociation et de redistribution des richesses dans tel ou tel type de régime politique du monde capitaliste. Et, même dans les quelques cas où l'on a

38. Pour une critique sévère de ce document, voir : Dorval BRUNELLE, « Bâtir le Québec, Continuité et apologie », *Le Devoir*, 22 octobre 1979, p. 5.

préalablement cherché à cerner avec précision les grands axes d'une politique économique gouvernementale donnée, il n'est pas rare que toutes les mesures adoptées soient évaluées *a priori* comme profitables à la seule bourgeoisie ou à l'une de ses fractions. Jugement d'autant plus inévitable que la classe dominante englobe aussi bien les dirigeants des coopératives et sociétés d'État que ceux des entreprises privées. Affirmation d'autant plus incontrôlable aussi que les classes qui s'affrontent ignorent souvent — à ce qu'il semble — leurs intérêts objectifs.

Pourtant, on aurait pu penser que le niveau de l'emploi pouvait aussi être lié à une meilleure intégration de l'économie, même en régime capitaliste, ou que les rémunérations des salariés n'étaient pas sans rapport avec certaines caractéristiques des entreprises. Illusions réformistes, sans aucun doute. Alors, si c'est la fonction même de l'État que l'on conteste, pourquoi se mobiliserait-on en faveur de son indépendance? Et si l'on croit qu'il n'est pas possible, dans le cadre du système économique actuel, de civiliser le capital étranger en lui imposant des limites, comme l'affirme le document de travail de la C.S.N. *Ne comptons que sur nos propres moyens*,³⁹ alors il faut lutter pour le socialisme.

Où en est présentement la réflexion sur une politique substitutive de développement, ses rapports avec l'acquisition de la souveraineté et les stratégies susceptibles d'en permettre la réalisation *dans le cas très spécifique du Québec*? Il ne semble pas que la démarche sur le sujet soit très avancée dans les milieux intellectuels, et cette carence se répercute inévitablement au sein des organisations syndicales ou politiques. La C.S.N. s'est cependant attelée à la tâche et a avancé quelques propositions générales lors de son Congrès spécial, tenu en juin 1979, sur la question nationale (7).

La perspective adoptée dans le document est celle d'une double opposition : rejet, d'une part, de la continentalisation de l'économie nord-américaine, au sein de laquelle le Québec serait encore plus noyé qu'aujourd'hui au sein de la fédération canadienne ; rejet aussi — en plus du fédéralisme libéral — de la réponse envisagée par le P.Q., qui laisse dans des mains étrangères les principaux leviers de l'économie (pp. 38-39). La lutte contre l'oppression nationale — forme particulière que prend l'exploitation capitaliste — appelle une position autonome et unitaire de la classe ouvrière « [...] pour s'approprier les pouvoirs et institutions politiques, économiques et culturels nécessaires à l'orientation du développement dans le sens de ses intérêts [...] » (pp. 98 et 100) et pour lutter contre le développement inégal et la dépendance.

C'est à l'entreprise publique qu'il reviendrait de diriger le développement

39. Montréal, 1971. Selon Louis LE BORGNE (*La C.S.N. et la question nationale depuis 1960*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1976, p. 133), ce sont des dirigeants syndicaux parmi les plus « traditionnels » de la C.S.N. et les moins disposés à discuter de la question nationale qui commandèrent ce document d'inspiration socialiste. Il s'agissait pour eux d'user de la vieille tactique de l'opposition du social et du national.

dans une société qui ne viserait pas à un quelconque « capitalisme renouvelé », étant entendu que ces sociétés d'État cesseraient d'intervenir presque systématiquement en appui de l'entreprise privée. Une stratégie planifiée de développement aurait pour objectif de mettre les travailleurs à l'abri des crises et du chômage. Plus concrètement, seraient visés la complémentarité des différents secteurs, le contrôle des secteurs clés et la décentralisation de l'économie. Des mesures garantissant le maintien au Québec de l'épargne des citoyens, actuellement siphonnée à l'étranger par les institutions financières et les compagnies d'assurances, suffiraient amplement pour entreprendre une stratégie planifiée de développement. Dans ce cadre, la quantité de biens importés serait considérablement réduite. Quant aux produits étrangers dont on ne pourrait malgré tout se passer, ils seraient la contrepartie de l'exportation de biens fabriqués dans des secteurs à technologie avancée (équipements hydro-électriques, etc.) dans lesquels le Québec possède un avantage. De telles industries d'exportation devraient être développées et la vente sans planification des matières premières aux prix du marché international devrait cesser (pp. 48-51).

Le projet de société socialiste de la C.S.N. et le modèle de développement qu'il comprend ne sont pas présentés comme une formule figée : ils prennent forme dans les luttes quotidiennes. Par ailleurs, ils ne constituent pas une condition d'adhésion à la centrale, mais plutôt un point de référence destiné à aider les militants dans leur action et la formulation de leurs luttes quotidiennes (pp. 92-93). Ils laissent néanmoins informulés et donc sans réponse des points nombreux et fondamentaux qui font toute la différence entre des aspirations et un idéal d'une part, une politique et une stratégie d'autre part. Contentons-nous de soulever ici quelques-unes des questions suscitées par le document de la C.S.N.

La centrale proclame la nécessité pour les masses de se réappropriier le projet socialiste, qui a trop souvent été dénaturé, qui a brimé les libertés civiles et syndicales et a servi à consolider de nouvelles classes. Mais sur les conditions d'exercice d'un socialisme démocratique et non social-démocrate, la C.S.N. reste muette. Par ailleurs, si la centrale entend s'appuyer sur les « classes populaires », elle donne de celles-ci une définition large et aux contours imprécis : « par classes populaires, on entend la classe ouvrière proprement dite, les travailleurs tant intellectuels que manuels, de même que l'ensemble des catégories sociales qui subissent, à un titre ou l'autre, le ressac de l'exploitation capitaliste et qui constituent ce qu'il est convenu d'appeler les couches populaires » (p. 97, note). On comprend qu'une confédération syndicale qui s'est largement développée au sein des services privés et publics après la Révolution tranquille, qui recrute une partie de ses membres parmi les employés de commerce, les enseignants, voire les ingénieurs et cadres (en nombre minime), et qui a été amputée plus récemment d'une fraction importante de ses syndicats proprement ouvriers, on comprend qu'une telle centrale

doive définir sa base sociale d'assez large façon. Il n'en demeure pas moins qu'elle regroupe des catégories dont les aspirations et revendications, à court et à long terme, ne concordent pas nécessairement, et dont il n'apparaît pas évident qu'elles seront portées à se rallier au modèle de société évoqué plus haut. En particulier, aucune allusion n'est faite au problème, pourtant abordé par des auteurs marxistes, des rapports entre salariés des secteurs public et privé. Or, il n'est pas interdit de penser que cette question pourrait se poser avec une certaine acuité au cours des prochaines années, tant à l'intérieur de la C.S.N. que dans ses relations avec la F.T.Q., qui recrute davantage dans le secteur privé.

En ce qui concerne le modèle de développement esquissé au Congrès de 1979, on peut s'interroger au moins sur deux points majeurs. Tout d'abord, on peut relever le caractère relativement autarcique de l'économie québécoise préconisée, et qui s'articule sur l'hostilité manifestée par la centrale à la continentalisation de l'économie et à la dépendance accrue qui s'ensuivrait pour nous. En fait, on touche là un point majeur de divergence entre la C.S.N., anti-impérialiste, et le P.Q., accusé de vouloir obtenir la neutralité des États-Unis et de renforcer notre dépendance à leur égard. Or, quelle est la vraisemblance d'une économie fondée sur un marché intérieur de six millions et quels seront les acheteurs des produits exportables de la première république socialiste d'Amérique du Nord?

Ce qui conduit à questionner le processus permettant de réaliser le type de développement et de société envisagé. Étapes successives selon la vision euro-communiste? Probablement pas. Alors rupture? De toute façon, à un moment ou l'autre. Ce qui renvoie inévitablement à un problème de rapports de force internationaux, à la question des alliances politiques et militaires à ce niveau, ainsi que de l'aide (et de la dépendance qui s'ensuit?) pour traverser la difficile période de transition d'une économie ouverte et dépendante à une autre planifiée et beaucoup plus autarcique (du moins la veut-on ainsi). En supposant la chose possible, les choix n'en risquent pas moins d'être déchirants. En particulier, dans quelle mesure les conditions internes et externes dans lesquelles s'effectuerait la rupture ne risquent-elles pas de réduire à néant les velléités démocratiques du nouvel État socialiste?

*

* *

Depuis plusieurs années déjà, le concept de classe ethnique, proposé naguère par Rioux et Dofny, et l'approche réductionniste qu'il suppose, apparaissent difficilement soutenables. En effet, les réformes entreprises depuis la Révolution tranquille, le développement de l'État québécois et des sociétés ou institutions qui en dépendent, se traduisent par une stratification sociale de plus

en plus complexe du groupe franco-qubécois. Par ailleurs, l'identification du social et du national, contestée dès le début, a perdu de sa vraisemblance au fur et à mesure des succès politiques du parti auquel le mouvement nationaliste a servi d'assise. Porté au pouvoir après seulement quelques années d'existence, le Parti qubécois a été placé, par le fait même, dans l'obligation de gérer une société dépendante, avec les instruments politiques et financiers limités dont dispose l'État provincial, avec les interférences et blocages inévitables du pouvoir et des institutions fédérales (la Cour suprême notamment). Le gouvernement du Parti qubécois, sans doute moins vulnérable en ce qui concerne la perte de légitimité de l'État observée dans les sociétés capitalistes avancées, devait cependant subir pleinement les effets de la crise fiscale de l'État dans ces mêmes sociétés.

De façon plus précise, deux ordres de considération semblent avoir pesé lourdement dans les politiques du gouvernement, notamment sur le plan social. Élu avec 41% des voix, le parti au pouvoir a cherché à élargir sa base sociale par des mesures favorables aux personnes âgées, aux femmes, aux petites et moyennes entreprises, etc.; dans la conjoncture, et vu le peu de ressources disponibles, ce choix s'est effectué jusqu'à un certain point au détriment de certaines des revendications ou attentes des catégories sociales et groupements qui avaient le plus contribué à la victoire du P.Q. Par ailleurs, la dépendance de l'économie, la crainte d'une fuite concertée des capitaux ainsi que la nécessité d'affronter la concurrence extérieure et de moderniser plusieurs secteurs importants de l'industrie ont posé un certain frein aux réformes sociales envisageables.

Enfin, le succès du Parti qubécois témoignait de la relative ouverture du système politique. Aussi cette formation a-t-elle plus que jamais respecté les règles du jeu de la démocratie parlementaire, tout en se mettant en position de négocier la souveraineté-association avec le Canada anglais. Certains points du programme, trop susceptibles d'éveiller l'hostilité des dirigeants américains ou d'apeurer une partie des citoyens plutôt favorables à la souveraineté, ont été modifiés. C'est ainsi, par exemple, que le retrait des alliances militaires a été reconsidéré et que le principe d'une monnaie commune au Québec et au Canada a été retenu.

Bref, même si le salaire minimum atteint au Québec un niveau pratiquement inégalé en Amérique, et même si les revenus supérieurs sont très lourdement taxés, les impératifs liés à la gestion de la province, à l'élargissement de la base électorale du P.Q. et à la négociation avec le Canada ont accredité, aux yeux de certains, la thèse de ce Parti comme bourgeoise ou petite-bourgeoise. Et cela, d'autant plus qu'une stratégie axée sur le respect des règles du jeu de la démocratie parlementaire et de la négociation « civilisée » avec le Canada s'accommodent mal d'une mobilisation populaire plus ou moins débridée.

L'identification des revendications nationales et socialistes, selon le modèle des pays du tiers-monde, correspond peu aux perspectives ouvertes aux citoyens par le P.Q. Au fur et à mesure de la consolidation de ce dernier, une partie de l'intelligentsia s'affaira donc à dégager une voie plus conforme à ses schèmes et à ses attentes, en s'inspirant des grands classiques du marxisme. Le plus souvent, la question nationale fut envisagée comme élément d'un système beaucoup plus large : le capitalisme. Tantôt la libération nationale fut censée passer par la contestation du mode de production capitaliste et le triomphe du socialisme. Tantôt le mouvement national apparut comme un point de départ nécessaire, pouvant logiquement déboucher sur une mobilisation anticapitaliste englobante. Seuls quelques rares auteurs, qui entendent concilier leur orientation marxiste avec leur engagement en faveur du mouvement national canalisé par le P.Q., analysent l'indépendance comme un objectif valable encore que distinct du socialisme : la souveraineté du Québec est l'enjeu d'un conflit opposant des classes non antagonistes.

Parallèlement à ces recherches intellectuelles, les groupes marxistes se sont multipliés, souvent à couteau tiré les uns avec les autres, et deux syndicats, la C.S.N. et la C.E.Q., se sont efforcés, avec des succès divers, de faire entériner par leurs délégués une position à la fois indépendantiste *et* socialiste. Pourtant, toute cette effervescence arrive mal à se concrétiser en un projet politique élaboré, susceptible de donner naissance à un parti de masse capable d'arbitrer entre les tendances intellectuelles adverses : au mieux, le modèle « socialiste » de développement, qu'il soit conçu à l'échelle québécoise ou canadienne, reste vague ; quant aux moyens d'y atteindre, aux stratégies à suivre et à leur coût éventuel, de tels problèmes sont pratiquement ignorés. Il incomberait, semble-t-il, à quelque parti socialiste et anticapitaliste d'élucider ces points. Encore faut-il constater que le développement, sinon l'émergence, de ce dernier paraît à son tour lourdement hypothéqué par cette imprécision.

Ainsi, théorie et pratique, chacune de son côté, soulèvent une double question générale : celle de la fécondité des schèmes marxistes classiques dans une société industrialisée, fut-elle dominée ; celle aussi du rôle marginal et de dénonciation auquel cette même théorie semble condamner une certaine intelligentsia par rapport aux enjeux sociaux, économiques et culturels de la conjoncture. Car la poursuite d'un idéal politique et social qui caractérise la pensée de gauche et lui confère sa force et son attrait ne saurait malheureusement tenir lieu de stratégie ni de modèle de développement applicable au Québec.

Robert VANDYCKE

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

RÉFÉRENCES

1. Gilles BOURQUE, « La nation », *Les cahiers du socialisme*, 1, mai 1978 : 187-197.
2. Gilles BOURQUE, « Le Parti québécois dans les rapports de classes », *Politique aujourd'hui*, 7-8, 1978 : 83-91.
3. Gilles BOURQUE, *L'État capitaliste et la question nationale*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1977.
4. Gilles BOURQUE et Nicole LAURIN-FRENETTE, « Les classes sociales et l'idéologie nationaliste au Québec, 1760-1970 », *Socialisme québécois*, 20, 1970.
5. Gilles BOURQUE et Anne LÉGARÉ, *Le Québec. La question nationale*, Paris, Maspéro, 1979.
6. Dorval BRUNELLE, « Le contentieux constitutionnel au Québec dans les années soixante », *Les cahiers du socialisme*, 2, automne 1978 : 164-199.
7. Confédération des syndicats nationaux, *Congrès spécial de la C.S.N. sur la question nationale*, Québec, 1, 2 et 3 juin 1979.
8. Pierre DESBIENS, « Perspectives sur l'État québécois », dans : Pierre FOURNIER (dir.), *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1978 : 109-134.
9. Alfred DUBUC, « Les fondements historiques de la crise des sociétés canadienne et québécoise », *Id.* : 49-78.
10. Marcel FOURNIER, « La question nationale : les enjeux », *Possibles*, 2, hiver 1977 : 7-18 ; « Le gouvernement du P.Q. et la question nationale », dans : J.-F. LÉONARD, *La chance au coureur*, Montréal, Nouvelle optique, 1978.
11. Pierre FOURNIER, « Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise », dans : *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1978 : 135-181.
12. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, [Ministère d'État au développement économique], *Bâtir le Québec. Énoncé de politique économique*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979.
13. Charles HALARY et Jacques MASCOTTO, « Dialectique matérialiste et nationalisme historique », *Les Cahiers du socialisme*, 1, mai 1978 : 87-186.
14. Nicole LAURIN-FRENETTE, *Production de l'État et forme de la nation*, Montréal, Nouvelle optique, 1978.
15. Jacques MASCOTTO et Pierre-Yves SOUCY, *Sociologie politique de la question nationale*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979.
16. Henry MILNER, *Politics in the New Quebec*, Toronto, McClelland & Stewart, 1979.
17. Jorge NIOSI, « Le gouvernement P.Q. deux ans après », *Les cahiers du socialisme*, 2, automne 1978 : 32-71.
18. Jorge NIOSI, « La nouvelle bourgeoisie canadienne-française », *Les cahiers du socialisme*, 1, mai 1978 : 5-50.